

Maïs hybride et maïs OGM, même combat ?

Jean-Paul Charvet est Professeur de géographie à l'Université Paris 10 Nanterre.

La culture de plantes OGM continue à susciter, en particulier en France, des débats souvent passionnés même si l'Union européenne se trouve aujourd'hui dans l'obligation d'importer chaque année, en raison d'un déficit abyssal dans le domaine de la production d'oléagineux, des dizaines de millions de tonnes de graines et de tourteaux de soja (en 2006, 37 millions de tonnes, dont 14 millions de tonnes de graines et 23 millions de tonnes de tourteaux). Or ceux-ci ne peuvent être, en raison même de leurs provenances américaines, qu'issus de soja OGM : en 2007, le Brésil, l'Argentine et les Etats-Unis ont réalisé ensemble 90% des exportations mondiales de soja alors que cette même année la part du soja OGM dans la sole de soja a été d'environ 60% au Brésil, de 91% aux Etats-Unis et de 98% en Argentine. En outre, pour le maïs, l'Union européenne, qui a été pendant longtemps pratiquement autosuffisante, apparaît désormais de plus en plus déficitaire : elle a importé plus de 7 millions de tonnes de maïs en 2007. Le premier exportateur mondial de maïs sont les Etats-Unis (60% des exportations mondiales), suivis par l'Argentine et le Brésil.

On peut très bien comprendre les réticences, pour ne pas dire plus, des consommateurs vis à vis d'aliments provenant de plantes OGM. Depuis un peu plus d'une décennie, une succession de crises alimentaires (vache folle, listéria, grippe aviaire ...) - crises, il est vrai, très largement amplifiées par les médias - ont contribué à développer de réelles suspicions à propos des modalités de fonctionnement de notre système alimentaire ainsi qu'au sujet de la qualité sanitaire des produits proposés aux consommateurs (même si celle-ci n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui). A propos des OGM, le nombre et la variété des analyses effectuées concernant le domaine de la santé ou celui de l'environnement peuvent être considérés comme encore insuffisants pour des produits qui, dans l'état actuel des variétés commercialisées, n'apportent aucun avantage tangible aux consommateurs.

Pour les producteurs la situation est différente dans la mesure où, en 2007, 114 millions d'hectares de terres agricoles ont été consacrés dans le monde à la culture de plantes OGM, les quatre principales cultures concernées étant celles du soja, du maïs, du colza et du coton. Cette superficie représente désormais **13% de l'ensemble des superficies de la planète cultivées en grains** (céréales et graines oléagineuses). Les agriculteurs qui ont adopté la culture de plantes OGM doivent bien y trouver quelque intérêt : depuis les débuts de l'agriculture, aucune révolution technique n'a progressé aussi vite, les OGM n'étant présents dans les champs des agriculteurs que depuis 1996. La culture de plantes OGM est principalement le fait des deux Amériques, du Nord et du Sud. Elle s'est largement développée au cours des toutes dernières années dans différents pays en développement, en particulier en Chine et en Inde. Le seul continent où elle demeure très peu présente est l'Europe. Et, à l'intérieur de l'Europe, un des pays où la culture des OGM rencontre le plus d'opposition est la France comme en témoignent les actions récurrentes des "faucheurs volontaires".

Si les agriculteurs français ont été dans leur ensemble et pendant des années très circonspects à l'égard des OGM, ce n'est plus le cas aujourd'hui : la FNSEA, syndicat majoritaire, se prononce désormais clairement en leur faveur. D'autres syndicats d'agriculteurs, par exemple la Confédération Paysanne, leur demeurent malgré tout très hostiles. Il s'agit ici de tenter d'en démêler les raisons : même si "comparaison n'est pas raison", des enseignements peuvent assez souvent être tirés de comparaisons dans l'espace et dans le temps.

C'est une comparaison dans le temps qui est ici proposée, en faisant référence aux résultats des enquêtes de terrain effectuées au début des années 1960 par le sociologue Henri Mendras dans les campagnes du Béarn. L'auteur de *La fin des paysans* montre dans le chapitre IV de cet ouvrage, qui a connu en son temps un très large succès et qui demeure une référence, comment la diffusion d'une innovation technique - celle, à l'époque, du maïs hybride - a pu faire l'objet de très vives résistances de la part d'une bonne partie des agriculteurs alors que la quasi totalité des maïs aujourd'hui cultivés en France sont des maïs hybrides et que le maïs est devenu depuis les années 2000 la céréale la plus produite dans le monde, devant le blé et le riz.

L'introduction, à partir des années 1950, des maïs hybrides dans les campagnes du Sud-Ouest autorisait de fortes progressions de rendements : ceux-ci se trouvaient doublés, voire triplés par rapport à ceux du maïs jusque là cultivé en Béarn : le "Grand Roux Basque" [1]. Toutefois, l'adoption de ces nouvelles variétés de maïs engendrait un certain nombre de contraintes nouvelles. Elle impliquait une consommation d'engrais et de produits phytosanitaires nettement plus importante. En outre, comme leurs graines étaient stériles - tout comme celles des variétés OGM actuelles qui correspondent également à des variétés hybrides - les agriculteurs ne pouvaient pas réutiliser pour leurs semis de printemps les grains de leurs récoltes précédentes et devaient obligatoirement acheter chaque année leurs semences auprès de négociants privés ou de coopératives.

Les enquêtes de terrain alors conduites par Henri Mendras montrent **comment la véritable révolution technique que représentaient à cette époque les maïs hybrides fut accueillie dans les campagnes béarnaises**. Ils furent assez vite adoptés dans les exploitations les plus grandes (dans les années 1950, une "grande" exploitation agricole était, en Béarn, une exploitation de plus de ... 15 hectares) ainsi que dans celles dont les chefs d'exploitation étaient encadrés par la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne) dont on connaît le rôle majeur joué dans la modernisation de l'agriculture française à partir des années 1950. Le maïs hybride était même couramment appelé à l'époque le "maïs des curés". En revanche, les agriculteurs proches du MODEF (syndicat agricole sous forte influence du Parti Communiste) et les militants politiques d'extrême-gauche lui étaient tout à fait hostiles.

Henri Mendras rapporte toute une série de jugements à l'emporte pièce traduisant la vigueur d'oppositions beaucoup plus idéologiques que scientifiques. **Le maïs hybride "détruit la terre" et "donne la peste aux cochons"**. Il sera "matière à procès plus tard" et il va "abâtardir le maïs du pays". Il va être à l'origine "d'une maladie qui ensuite s'étendra au maïs du pays" ; il entraînera "une perversion morale". Pour les adversaires du maïs hybride tout ce qui venait d'Amérique ne pouvait être que mauvais (note personnelle : mais d'où venaient les ancêtres du Grand Roux Basque ?) en citant dans le désordre le phylloxéra, les doryphores ... (note personnelle : ces insectes ou leurs larves se sont-ils jamais attaqués au maïs ?).

Le grand intérêt de l'étude d'Henri Mendras est toutefois d'aller bien au-delà de ces jugements rapides et affirmations peu fondées sur le plan scientifique dont on pourrait retrouver

aujourd'hui des équivalents à propos des maïs OGM. L'interprétation qu'il en propose est particulièrement éclairante : il nous dit que l'adoption du maïs hybride était en fait perçue et redoutée par certains dans le monde agricole du Béarn des années 1950 comme le signe avant-coureur ou précurseur de transformations majeures à venir de l'agriculture, ce qui en l'occurrence comportait une grande part de vérité. De fait, ce que l'on a appelé la "seconde révolution agricole" débute à cette époque. Elle implique l'abandon des méthodes "traditionnelles" de culture et de commercialisation du maïs. L'adoption des maïs hybrides et des itinéraires techniques qui lui sont propres a entraîné l'achat de tracteurs et nécessité des quantités beaucoup plus importantes d'engrais et de produits phytosanitaires. Elle a également généré une artificialisation accrue des milieux physiques avec le drainage et le labour de plaines d'inondation de cours d'eau jusque là occupées par des prairies et, parallèlement, un essor important de l'irrigation. Elle s'est aussi traduite par une dépendance accrue vis à vis des conseillers agricoles ainsi que des organismes assurant la vente des semences et la collecte des grains. On reconnaît là bien des traits de l'agriculture "productiviste".

Seules les exploitations ayant des perspectives d'avenir - exploitations relativement grandes et/ou ayant à leur tête des exploitants jeunes ou relativement jeunes - furent alors à même de prendre en marche ce train du progrès technique. D'où l'hostilité après tout légitime et la résistance de ceux, soutenus par des militants d'extrême gauche, qui ne pouvaient pas ou ne souhaitaient pas prendre ce train qui allait conduire vers une agriculture certes productiviste, avec des retombées négatives de plus en plus reconnues, mais capable actuellement de participer activement à la nourriture de 6,5 milliards d'hommes, contre seulement 3 milliards en 1960.

Une comparaison entre les années 1950 et le début des années 2000 peut être esquissée, malgré les réelles limites d'un tel exercice. Elle laisse penser que les raisons de l'opposition actuelle aux maïs OGM pourraient rejoindre celles qui viennent d'être rappelées à propos de l'hostilité aux maïs hybrides dans les années 1950. Selon Henri Mendras, au nom du "progrès social" les militants d'extrême gauche faisaient alors figure de "défenseurs réactionnaires de la société paysanne traditionnelle". Un tel jugement serait sans doute excessif s'il était appliqué aujourd'hui à tous ceux qui sont hostiles à la culture des OGM, mais peut-être pas aux plus extrémistes d'entre eux. Jusqu'ici **le progrès technique et les révolutions agricoles - la première comme la seconde - ont à chaque fois donné tort à Malthus** ; qu'en serait-il à propos de la troisième -celle des biotechnologies — si ces extrémistes devaient être davantage écoutés ?

En 2006, une vingtaine de projets de recherche portant sur les OGM avaient été soumis en France à l'ANR (l'Agence Nationale de la Recherche) ; en 2007, six seulement l'ont été. C'est bien peu pour un pays dont la recherche agronomique a figuré pendant longtemps parmi les premières du monde ... Mais il est vrai que non seulement cultiver des OGM, mais même effectuer des recherches sur les OGM constituent en France des activités à risques... Fin 2007 lorsque l'on a eu besoin de références techniques afin de constituer un dossier destiné à l'Union européenne portant sur un maïs OGM produit par la firme Monsanto, on a dû s'appuyer sur des études ... canadiennes.

Jean-Paul Charvet

[1] Les maïs OGM ont surtout pour intérêt de simplifier les itinéraires techniques et d'améliorer la lutte contre certains insectes ravageurs du maïs.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net